

10

# informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

## SOMMAIRE

### FRANCE

l'expérience directe de travailleurs  
comment on ferme une usine  
des camarades ont lu  
(Citroën ,Berliet,Peugeot,Nantes)

### LIAISONS

#### UNE EXPERIENCE OUVRIERE

le C D O Rhône Poulenc à Vitry

#### DES CRITIQUES

sur le numéro 39 d' I C O

#### NOTES DE LECTURE

un village de la Chine populaire

#### L'IMPERIALISME AMERICAIN

les impérialismes dans le monde  
le Viet Nam et St Domingue  
chacun prend position

#### PUBLICATIONS

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

NUMERO 40

JUIN 1965

## PUBLICATIONS

SOLIDARITY (pour le pouvoir ouvrier ) fait part dans son n° 8 des problèmes d'organisation qu'il doit affronter ; long article "la défaite chez Ford ,quelques leçons" que nous traduirons .Un nouveau "Solidarity Glasgow " (Mc Loed - 60 Kingsway Court -Flat 76 -Glasgow-W 4 )  
Modern Capitalism ( Paul Cardan ) brochure de 100 pages en anglais dont nous reparlerons ( Bob Potter -197 Kings Cross Road -London WC 1)

RUTA n° 29(jeunesses libertaires espagnoles ) magnifique impression ,mais moins intéressant que d'habitude. LA BATTALLA ( P O U M ) 5 rue Aubriot Paris 5eme- Informations et documents sur les mouvements des derniers mois en Espagne . "DEMOCRACIA SOCIALISTA " ( P O U M Paris ) Hommage à Andrés Nin ,leader du Poum ,assassiné par les communistes pendant la guerre d'Espagne dans leur tâche contrerévolutionnaire .Aussi ,n'en sommes nous que plus étonnés des citations castristes qui laisseraient croire qu'on peut être pour la démocratie populaire à Cuba et contre en Espagne .

Des USA ,nous avons reçu ,envoyés par différents camarades : Contemporary Issues (New York ) , Industrial worker (Chicago- I W W ) et The Rebel Worker (Chicago - I W W ) ;un autre camarade nous a envoyé des tracts américains contre la guerre au Viet Nam dont un extrait du Bulletin of the Atomic Scientists;on demande des camarades connaissant l'anglais et ayant le temps de lire pour en tirer ce qui peut nous être utile .

LETTRE DE BRIGNOLES(2- numéros parus -Les objecteurs de conscience - G S P Brignoles Var.) conte en détail le "dialogue avec l'administration " qui tente de récupérer la discipline à défaut de l'uniforme.

Journaux anarchistes habituels ( L'anarchie , Le Libertaire , Cahiers de l'Humanisme Libertaire ) ;un nouveau venu "Anarchisme et Non Violence " (Tepernowski - 16 rue neuve de la Charbonnière - Paris 18eme ) .

La Révolution Proletarienne prend les positions pro américaines que nous signalons par ailleurs ; l'Ecole Emancipée demande publiquement à la FEN ,à la CGT ,à FO d'organiser la riposte unie de tous les travailleurs" ils croient toujours qu'on peut "forcer le syndicat à..." tout en dénigrant violemment en paroles mais superficiellement "l'intégration " des syndicats. C'est pourtant de bien autre chose qu'il s'agit .

Voix Ouvrière pense que " de plus en plus le principal problème politique de l'heure soit la construction ,à l'échelle internationale d'un parti ouvrier révolutionnaire " et voit les événements de France et du monde à travers ces lunettes grossissantes . Par épisodes ,le récit détaillé des grèves Renault d'avril mai 1947 . Le Proletaire parle à peu près des mêmes sujets, Pouvoir Ouvrier aussi sur le mode respectif habituel.

Dans Front Noir ( B P 9 Paris XII ) n° 7- 8 des articles sur Karl Kraus Nationalisme et Socialisme (P.Mattick ) - Cinq thèses sur la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme ( Pannekoek )

Autres publications reçues : AJ (Amicale des anciens des AJ ) ,Liaisons Révoltés , l'Homme Libre , Ile de France , Le peuple breton; Le danger radiologique ,Cahiers des amis de Han Ryner , en anglais Views and Comments Direct Action ,Liaison des Etudiants Anarchistes (Nanterre)

Si tu trouves cette rubrique trop succincte ,envoie tes propres critiques sur les articles intéressants de n'importe quel journal que tu as pu lire.

# France

## l'expérience de travailleurs

### JEUMONT-SCHNEIDER: (St Denis)

Quelques tracts CGT sur la guerre au Viet-Nam mais rien sur Peugeot-Berliet; les travailleurs ne parlent d'ailleurs pas d'eux-mêmes de ces luttes, seulement si on provoque des commentaires. Augmentation de la cantine (sans consultation, bien sûr, observation qui a eu le don de mettre un délégué en colère), minute de silence pour le 8 mai dans la bonne communion syndicats-direction, et au coup de klaxon pour toute l'usine ( un délégué a engueulé une femme de ménage qui n'avait pas "observé" ladite minute). Trame quotidienne de toutes les boîtes.

### METALLURGIE (petite boîte)

Les sections syndicales CGT et CFTC, pourtant récemment constituées fonctionnent déjà comme partout (pas de candidats délégués, pas de réunions, mépris de la base, démarches sans résultat). " C'est la faute aux ouvriers qui ne comprennent pas et ne se syndiquent pas ", disent les responsables.

Le fils du directeur (il s'agit d'une société de famille)- lui-même occupant un poste dans la boîte- est mort. Quête dans l'entreprise. Le refus d'un camarade scandalise; il n'a pas de savoir-vivre. Pour que chacun puisse aller à l'enterrement -délégués CGT et CFTC en tête- on donne le matin; des jeunes ouvriers "participent" comme s'ils étaient de la famille.

### SUD-AVIATION ( Courbevoie)

Les débrayages s'effiloquent et cessent: les derniers d'une heure trente n'ont plus groupé que 10% des ouvriers au lieu des 25% prévus. Sans doute le but est atteint; mais on ne sait pas lequel. Sur les autres usines du groupe, notamment les manifestations à Cannes et à Toulouse, on a les informations par la presse ou la radio.

### MATERIEL d'IMPRIMERIE: (petite boîte)

L'horaire a été ramené de 47h30 à 44h30, mais cela fut compensé en partie par une augmentation "octroyée" de 2.50% (différenciée d'ailleurs pour certains jeunes - ce qui semble correspondre à la politique générale de cette boîte de "paternalisme éclairé". Les difficultés financières des petites boîtes peuvent être illustrées par le renflouement d'une "filiale" en faillite .

### QUELQUES SALAIRES:

- à Lyon-Villeurbanne- métallurgie spécialisée (moules pour les plastiques):  
P 3: 6.50 à 6.75 de l'heure.
- à Chateauroux - métallurgie: P 3 entre 4 et 5 frs de l'heure.  
( on peut comparer aux chiffres donnés dans les derniers numéros d'I.C.O.).

### P.T.T.

grèves catégorielles lancées par la CGT et la CFTD (pas FO):

- le 25 mai: les préposés (facteurs) et les chauffeurs
- le 26 mai: les ouvriers des lignes et garages, tri, bureaux-gares, ambulants.

Revendications propres à chaque catégorie...

Pourquoi maintenant? Le budget 66 des PTT est fixé courant mai dit la CFDT. Il paraît qu'il y a un tas de choses "inadmissibles" dit la CGT, (ça remplit un tiers de page sur un tract).

FO est farouchement contre la grève car "les postiers sont trahis par l'action politisée du tandem CGT-CFDT" (tract FO). A noter que chacun s'adresse aux jeunes. Un journal récent du "groupe de jeunes" de FO fait l'apologie de la C.I.S.L. (machine de guerre des américains côté syndicats) et affirme son opposition "de principe" (sic) à tout service militaire. Un tract CGT s'adresse spécialement aux jeunes en leur promettant "la nomination immédiate de tous les jeunes reçus aux concours". La C.F.D.T. a organisé une sur'boum...

Grèves purement tactiques: pour les syndicats. Les dernières élections aux commissions paritaires ont marqué une légère avance de la CGT qui pense que la surenchère la met dans le vent et affaiblira FO le syndicat "à-qui-l'administration-donne-satisfaction", pour des "petits riens", bien sûr, mais qui marquent le coup. Comme la surenchère CGT paraît payer, en bulletins de vote, donc en influence syndicale dans les commissions diverses, ça continue. Tout cela se passe bien loin des postiers; c'est décidé au niveau des directions syndicales, les postiers l'apprennent par la radio ou les journaux. Il n'y a pas de réunions de sections, pas d'assemblées: tout est fait bureaucratiquement. A la base, chacun est las de ces grèves de 24h, mais rien ne gêne les syndicats dans leurs opérations tactiques.

#### RENAULT

La solidarité ouvrière: le 29 avril (après 24 jours de débrayages chez Peugeot) la CFDT-Renault s'interroge si "ces revendications ne sont-elles pas les nôtres?" et décrète "il faut agir" (tract du 29/4/65). De nouveau quelques jours plus tard: "Passons à l'action". Cette démagogie est bien venue; sans la CGT, aucun débrayage ne prendra corps; et même s'il y avait cette "unité" les travailleurs sont tellement échaudés par les syndicats qu'ils ne bougeraient pas. Sans quoi ils l'auraient déjà fait. Et la CGT est contre: le 28 avril, elle convie à "honorer la mémoire des martyrs" (les déportés) et dans le bulletin intérieur (réservé aux syndiqués) dicte à ses adhérents les réponses à faire à ceux qui s'étonneraient du silence de la CGT (3 mai 1965):

"...où rien ne nous permet encore d'affirmer que les milliers de travailleurs occupés dans ces départements ont pris conscience de la nécessité de se battre.

Partant de cette situation, est-il sérieux de penser que les conditions sont créées pour appeler à un mouvement d'ensemble à Billancourt dans l'immédiat comme l'affirme la CFDT?

Nous pensons que non, comme nous pensons que l'attitude de ce syndicat à Flins est irréfléchie lorsqu'il lance seul, sans aucun souci des possibilités des travailleurs, un mot d'ordre de grève de 3h sans consulter auparavant les intéressés (sic.)

On ne peut pas tout citer. Et ce sont les passes d'armes habituelles entre syndicats. La CGT aligne sur des tracts des débrayages dont personne n'entend parler dans l'usine; certains ont lieu effectivement pour des motifs propres à l'atelier, mais ils se transforment en luttes pour la retraite, les 40h, etc..

Dans un tract CGT du 12 mai, percent les intentions véritables:

"...il faut absolument que la direction engage avec les représentants des travailleurs une discussion constructive..."

(il faut comprendre: "l'Echo des Métallos-Renault" du 28 mai donne la clé des "discussions constructives": c'est tout un plan de réorganisation de la Régie et de l'industrie automobile).

"...Il est nécessaire que les travailleurs soient disciplinés et ne remettent pas en cause les mots d'ordre lorsqu'ils sont décidés "...

Ca se passe de commentaires. Si la CGT ne va pas plus loin, c'est par peur d'être débordé et forcée de remettre en cause sa politique patronale et gouvernementale; Tout vient à point à qui sait attendre: c'est une journée générale de débrayages limités dans la métallurgie pour le 2 juin (arrêt de 2 heures à la Régie, avec manifestation) avec continuation de débrayages les jours d'après. Pourquoi avoir attendu si longtemps: c'est simple, fin juin les usines Renault ferment pour vacances pendant un mois. La CFDT revendique la paternité de cette "journée" suite aux "pressions" qu'elle a exercées sur la CGT et fait semblant de croire que de grands mouvements sont possibles après.

Caisse de retraite: A la suite des élections à la Caisse de Retraite Interentreprise (C.R.I.) tous les syndicats déplorent le nombre des abstentions (56%) toujours plus important et le peu d'intérêt que les travailleurs manifestent pour cette caisse. Les syndicats se partagent 63 sièges, 7 de moins qu'on en a à cause de la chute des effectifs. N'est-ce pas la perte de leur sinécure qui les inquiète. A les écouter leur action a été au profit des travailleurs et si ceux-ci n'en sont pas satisfaits, c'est la faute aux autres. Chaque syndicat a le même boniment: ne pas voter c'est se désintéresser de ses propres intérêts... c'est faire le jeu de l'adversaire (lequel: la société capitaliste ou un autre syndicat?). Jamais ils ne tentent d'éclaircir pourquoi les travailleurs s'en désintéressent.

Tout le fric ramassé, on ne sait ce qu'il devient. Une brochure tous les deux ans au moment des élections. On arrive à apprendre les bonnes planques trouvées par les syndicalistes dans les Caisses de Retraite et on comprend qu'ils ne tiennent pas à les transformer en maisons de verre, ni à trop initier les travailleurs.

La CFDT trouve facile d'ironiser: " Parions qu'il y en aura beaucoup plus pour envoyer la carte de jouets pour Noël " ( tract de mai 65); l'arbre de Noël c'est pourtant la carotte qu'ils brandissent toute l'année pour piper des voix (exemple à Flins, la CGT lui attribuant une chute de 25% de voix)

Quant à la retraite, il aurait été aussi simple au lieu de créer une autre caisse, d'augmenter la retraite de la Sécurité Sociale qui a des services tout installés. Mais il n'y aurait pas eu de place à prendre et cela aurait trop simplifié les choses. Pourtant la Sécurité Sociale n'est pas "l'affaire des travailleurs" bien que ce soient leurs deniers qui la fasse tourner. Il n'y a plus assez de places pour tous les prétendants, alors on crée d'autres caisses. Et pour que ces places soient garanties, les syndicats acceptent le concours de l'Etat et des patrons pour "gérer" l'argent volé aux travailleurs.

Pourquoi voudraient-ils que les travailleurs soient intéressés?

#### ASSURANCES: la poussée de l'automation.

Une compagnie d'assurances (dite "Groupe Drouot" formée de la fusion de six sociétés et disposant de capitaux américains) quitte le quartier traditionnel des assurances (9ème arrondissement) pour s'installer à Marly-Le-Roi, près de Versailles. Ce n'est pas tant la décentralisation qui est à noter, ce sont deux aspects de cette opération, toute nouvelle dans l'assurance en France (cette firme avait été la première également à utiliser un ordinateur en France):

- l'automation sera très poussée pour la gestion totale de l'entreprise; les ordinateurs seront reliés directement par téléphone avec 40 bureaux de province, de sorte qu'un employé d'un tel bureau pourra, à l'aide d'un "poste terminal" spécial faire enregistrer directement des documents à l'ordinateur ou l'interroger sur un contrat et sur l'assuré. Ceci sans aucune autre intervention.

- les bureaux seront installés dans un cadre "à faire rêver", mais un employé y trouvera tout sur place - y compris le logement et les loisirs, sans "sortir de la compagnie". Isolés totalement du monde extérieur, ils n'en auront que mieux "l'esprit Compagnie". On peut mesurer ici à quel point une société d'exploitation cherche à faire des hommes des machines exactement adaptées à la fonction qu'on requiert d'eux et qui ne doivent en aucune manière connaître ou penser "ailleurs".

CREDIT LYONNAIS (banque- 6000 employés- Paris).

La rationalisation est de plus en plus poussée (introduction de machines partout où c'est possible), combinée à une décentralisation, d'où des mutations fréquentes. Les critiques que l'on peut entendre ne dépassent guère sur le plan du travail les relations quotidiennes de travail, sur le plan politique, le niveau du Canard Enchaîné. Les employés sont en majorité des jeunes (40% ont moins de 22 ans) et des femmes (55%). On peut noter une docilité assez grande des jeunes qui semble le résultat de la politique de "formation maison" appliquée à des tout jeunes embauchés (16 à 18 ans).

LE COMPORTEMENT DES JEUNES:

Une discussion s'engage sur l'attitude des jeunes devant le travail et l'exploitation d'après les observations faites par des camarades dans leurs entreprises:

- dans une imprimerie: quelques jeunes, sous contrat d'apprentissage et pour cette raison coupés du reste des travailleurs de la boîte, ont revendiqué seuls après s'être concertés, et ont obtenu une augmentation de salaire.

- dans l'assurance: d'une manière générale les cadres se plaignent du comportement des jeunes pour qui le travail est "étranger" et sur qui les sanctions ou menaces n'ont aucune prise. Certains camarades considèrent cela comme sans intérêt, car n'exprimant pas une "prise de conscience", d'autres au contraire pensent que c'est un problème essentiel: résistance peut-être passive à l'exploitation, mais le type même de ces attitudes "non conscientes" qui sapent la base même de la société capitaliste "l'obligation du travail" ou mieux "l'obligation du bon travail" (celui pour lequel on prend un intérêt). Cesont plus des phénomènes de cet ordre qui déterminent la politique des dirigeants que les luttes ouvertes ou la propagande de minorités "conscientes".

- dans une autre société d'assurances: un camarade a noté chez les jeunes ce même esprit frondeur, une négligence dans le travail, un désintérêt total.

- au Crédit Lyonnais: la "politique maison" est appliquée à des très jeunes formés en deux ou trois ans, dans une atmosphère à la fois scolaire et paternaliste, avec un mélange de conseils, de menaces de sanctions (par le canal familial) de promesses d'avancement. Le résultat est une grande docilité: les jeunes font le travail d'un employé tout en acceptant un salaire diminué de l'abattement d'âge.

-o-o-o-

COMMENT ON FERME UNE USINE

Début Janvier on annonce que l'usine Delattre et Frouard de Dammarié-Les-Lys (près de Melun) doit fermer ses portes et que les licenciements commenceront le 1<sup>o</sup> mars. C'est le sujet de toutes les conversations dans le pays (12.000 habitants); l'usine Delattre est une des plus vieilles usines de la région de Melun; construite avant 1914 modèle même de l'usine métallurgique de l'époque, avec tout auprès cité jardin de pavillons serrés tous semblables; environ 500 ouvriers, dont 150 techniciens (fonderie, cablage, bureau d'études, chaudronnerie, mécanique, administratif) (300 sont logés); on y construit des ponts, des fours, des usines...

Il y a déjà longtemps que le groupe Delattre et Frouard a été formé, exploitant des usines à Ferrières La Grande (Nord) et à Frouard (Moselle), et à Dammarié. Puis, la concentration avec d'autres firmes s'est accélérée. Fusion avec les Etablissements Levivier en 1963: usines de Valenciennes et de St Amand (Nord), à Woippy (Moselle) à Casablanca (Maroc). Le tout groupe 6000 travailleurs. Le groupe forme avec Schneider

une filiale commune pour l'exportation: Siderport. A l'échelle du Marché Commun et des géants américains que pèse un tel groupe? Difficultés financières en 64 et après que les licenciements sont acquis, on apprend (ce dont personne n'avait parlé) que Schneider prend le contrôle du groupe Delattre Levivier, les avances étant faites par le Consortium bancaire (banque de Schneider).

Ces quelques faits appellent des observations qui ne sont pas particulières à ce cas :

- la vitesse de la concentration: une entreprise qui a vécu un demi-siècle et profité de deux guerres, change deux fois de mains en l'espace de deux ans absorbée par des entreprises toujours plus grandes.

- la dernière fusion est provoquée par un manque de disponibilités financières: on peut voir là un effet du plan de stabilisation qui essentiellement réduit les crédits bancaires, et qui par contre joue sur la situation ouvrière.

- ce manque de capitaux fait que les entreprises familiales passent sous le contrôle des banques: Schneider, bien qu'affaire familiale est aussi une banque d'affaires l'union européenne. Ce fait est aussi à relever car ces liaisons bancaires modifient les structures du capitalisme.

- toute la prétendue "lutte contre les licenciements" ne fait pratiquement aucune allusion à tous ces faits; ils sont connus des pouvoirs publics, des autorités locales, des syndicats. Cela n'empêche pas ces derniers de s'adresser aux autorités en leur demandant "d'intervenir": chacun joue un jeu connu d'avance.

- le choix de l'usine de Dammarie s'explique par la situation géographique des autres usines du groupe (Nord Moselle) plus proches des centres sidérurgiques et des centres de gravité du Marché Commun. De plus des licenciements dans la région parisienne passent plus facilement que dans d'autres régions. Là aussi, des choix ont été faits, dont beaucoup devaient être informés avant.

La lutte contre les licenciements, c'est un scénario bien réglé (voir la brochure d'I.C.O. - Nantes-St Nazaire- novembre 1964). Promenades à la Préfecture de Melun, appels à la population, comité de défense où l'on retrouve les députés et "élus" de tous bords (les élections municipales sont proches), pétitions (4000 signatures sur 50.000 habitants de l'agglomération). Tout le monde est d'accord pour tout faire, tout le monde clame qu'il fait l'impossible. Cela va des appels vengeurs du P.C. aux déclarations larmoyantes de l'évêque de Meaux et du Bulletin paroissial.

Aucune conviction des travailleurs qui sont pratiquement sûrs d'être ré-embauchés. A part les cas particuliers, les plus vicieux... Chacun trouve normal d'aller demander à l'Etat de "faire le nécessaire", entraînés par les syndicats: que chacun reste dans son logement, mises à la retraite anticipée; cela paraît l'essentiel, noyé dans toute une littérature sur la marche de l'usine; mais on sent bien que personne n'y croit et que les dirigeants savent tous que les jeux sont faits depuis longtemps.

La solidarité des autres usines de Melun, de simples délégations lors de la manifestation (même pas un débrayage, on fait ce sont les délégués qui disposent de leurs heures), presque personne à une réunion d'information au Manège de Melun, après le travail. Un débrayage d'une demi heure à une heure dans les autres usines du groupe. C'est tout. Puis on discute de vente de l'usine pour "assurer la continuité de l'emploi" et peu à peu les licenciements deviennent effectifs. Plus personne n'en parle et même dans le pays, dans les journaux locaux, c'est une affaire classée.

INFORMATIONS DE PRESSE ou TRANSMISES PAR DES CAMARADES

CARCASSONNE- S.O.M.E.C.A. (Société Mécanique du Caoutchouc- 500 ouvriers).

Lutte pour les salaires depuis le 13 avril. Au début de mai, occupation de l'usine pendant 48 heures. Evacuation pour "permettre une reprise du dialogue avec la direction". Le 6 mai, lock-out, le directeur déclare "en raison de l'insuffisance des forces de police pour assurer la liberté du travail". Le 22 mai, réouverture: 100 ouvriers sur 500 sont convoqués; les autres le seront ultérieurement "au fur et à mesure des besoins". C'est la bonne méthode pour briser une grève... et la méthode est possible à partir du moment où les syndicats ont fait évacuer l'usine.

CITROËN

Le comité d'entreprise (gestion nouvelle CGT) inaugure sa gestion de la cantine par un "déjeuner du premier mai" pour tous les ouvriers de Citroën. Voici la présentation sur le menu:

"Chers Amis et Camarades,

"Dans quelques jours, avec les travailleurs du monde entier, nous allons célébrer le 1<sup>er</sup> mai, Journée Internationale des Travailleurs, créateurs des richesses qui nous entourent.

"Le 1<sup>er</sup> mai, c'est le symbole de la lutte de la classe ouvrière pour ses droits, sa dignité, sa libération totale du joug du capital. C'est l'affirmation de sa puissance et de son rationnement.

"C'est pourquoi le 1<sup>er</sup> mai est cher au cœur des travailleurs.

"Nous avons donc estimé que le C.E. dont le but est d'aider à l'amélioration de leur sort et à leur émancipation, se devait de marquer une telle journée par l'organisation de ce repas.

.....

"Ainsi, pourrons-nous fêter fraternellement, ensemble, le 1<sup>er</sup> mai 1965 et le premier anniversaire d'une grande victoire du mouvement ouvrier chez CITROËN".

"VIVE LE 1<sup>er</sup> MAI-VIVE LE COMITE d'ENTREPRISE"

FAUT-IL VOTER ?

Beaucoup d'articles à propos des élections générales; mais aussi, en cette occasion, aucun n'a cherché à dégager le sens des élections d'entreprise, pourtant beaucoup plus fréquentes et qui font beaucoup plus illusion que les élections politiques.

Pour "Voix-Ouvrière" (Citroën- 3 mai 1965) les arguments pour défendre le "vote syndical" sont les mêmes exactement que d'autres emploient pour défendre la participation électorale.

"A Citroën, ne pas accomplir ce geste minimum, mettre un bulletin dans une urne, c'est renforcer la direction dans sa volonté de nous considérer comme des quantités négligeables, alors qu'en fait il n'y a pas une seule voiture qui sortirait de l'usine sans nous.

"Il ne faut pas oublier que ce droit d'élire des représentants fut obtenu à la suite de luttes sévères, à une époque où les organisations syndicales étaient autrement combattives, parce que justement les travailleurs les forçaient à l'être".



"LE GOUVERNEMENT DOIT INTERVENIR "

C'est le mot d'ordre, en gros caractères, sur un tract CGT, CFDT, CGC, de Bull General Electric, diffusé à profusion dans Paris.

Autrement dit, c'est l'Etat capitaliste (gaulliste en la circonstance) qui doit résoudre les problèmes des travailleurs. L'Etat n'existe que par l'importance que chacun lui accorde, les travailleurs en premier qui détachent seuls le pouvoir social. L'Etat capitaliste n'existe que par l'existence d'une classe dirigeante qui dépossède les travailleurs de ce pouvoir et gère la société dans son intérêt. Le gouvernement est au service de cette classe dirigeante, tant que la société est une société d'exploitation. Il n'empêche que "le gouvernement doit intervenir".

Pourquoi? "Pour sauvegarder l'industrie française des calculateurs " (sic).

Berliet

(voir I.C.O. N° 39- mai 65)

Le mouvement catégoriel au départ (régleur) avait entraîné des mensuels, puis toute l'usine dans une revendication de salaires. Il n'y a eu ni arrêt total, encore moins occupation dont les syndicats avaient menacé début mai, même pas lorsque Berliet lock-oute. L'escalade a continué: le mouvement a été de meetings ou débrayages et manifestations, noyé dans des actions de la métallurgie lyonnaise et la journée "nationale" du 2 juin. Trois mois de lutte titre l'Humanité du 28 mai... Au service des organisations qui à coup sûr plaçant quelque chose (Frachon n'a pas discuté avec De Gaulle d'un siège au B.I.T. ou à Bruxelles).

peugeot

(voir I.C.O. N° 39- mai 65)

Encore un autre mois de débrayages, de manifestations du genre kernosso (" Rallye de 8000 travailleurs de Sochaux à Montbéliard", titre l'Humanité du 7 mai 65 en ajoutant "ambiance extraordinaire" (sic)- )

Propositions patronales le 11 mai (versements de primes aux grévistes, réintégration de 14 licenciés, salaires revus en septembre); trop peu pour que les syndicats puissent désarmer le mouvement. Quand des manifestations répétées pendant deux mois n'épuisent pas les travailleurs, la situation tend à se retourner contre eux ( syndicats et patrons) qui attendent cet épuisement. Le 20 mai les propositions patronales sont légèrement améliorées et refusées par les syndicats; mais le 22 mai la direction annonce la fermeture de l'usine los 24 et 25 mai pour "une remise en ordre technique": la réouverture se fera progressivement sur convocation. Appel des syndicats pour la grève totale ( pas de réponse aux convocations): il semble que ce soit un échec, la direction ayant vraisemblablement convoqué les non-grévistes (deux mois de débrayages quotidiens lui ont bien permis de faire le tri). Consignes de grève suspendues pour l'Ascension. Mais le mouvement se dégrade peu à peu: l'Inspection du travail autorise le 26 mai le licenciement de 4 délégués " qui s'étaient signalés au cours de graves désordres en avril". Pendant ce temps, aux meetings on parle du gouvernement et de De Gaulle. Déjà, dès le 24 mai, la police est présente aux abords de l'usine, puis dans l'usine. Signe que le rapport de force penche du côté patronal ( au début les

C.R.S. n'apparaissent même pas à Sochaux). A dater du 31 mai, nouvelle étape dans l'offensive de la direction: tous ceux qui se présenteront à un poste et ne l'assumeront pas en totalité seront mis à pied la journée suivante jusqu'au surlendemain. Peugeot joue bien: il accule les syndicats et les travailleurs à un choix: étendre la grève ( au moins à 24 heures) ou stopper tout ( puisqu'un débrayage entraînera la perte d'une journée de salaire). Or, le seul choix fait par les syndicats, c'est une "journée nationale de débrayages limités" pour le 2 juin. Et les travailleurs de Peugeot, isolés, épuisés par des grèves de deux mois, divisés eux-mêmes entre grévistes et non grévistes (il n'y a jamais eu plus de 50% de grévistes) ne semblent pas pouvoir faire autre chose que subir la loi des patrons et des syndicats.

## nantes

(Ateliers et Chantiers de Nantes- voir I.C.O. N° 39- mai 65)

Mêmes formes d'action qu'à Lyon ou à Sochaux: tout est bien dirigé de Paris sans initiatives locales et encore moins des travailleurs. En ordre dispersé quant aux mots d'ordre: à Nantes c'est la "pré-retraite" et l'emploi en Bretagne.

Un mois "d'action syndicale" a fait son effet: 316 licenciements sont notifiés aux ACN le jeudi 29 avril. Riposte: les débrayages et manifestations continuent. Consignes syndicales: les licenciés se présentent; un petit nombre suivent (même tactique inutile que l'an passé à St Nazaire) - (voir brochure Nantes-St Nazaire-supplément à ICO).

Là aussi c'est l'escalade: le mouvement va être noyé dans des débrayages de la métallurgie nantaise. Intermède politique sur le voyage de De Gaulle en Vendée. Le mercredi 19, manifestation spontanée: les ouvriers envahissent les bureaux à la suite d'un débrayage " à l'heure où les délégués étaient reçus à l'Hôtel Matignon" (à Paris): ils font du feu dans la cour avec papiers et meubles. Incidents avec les C.R.S. mais sans suite. Riposte de la direction: lock-out. La CFDT parle "d'incidents regrettables". Le mardi 25, comme le lock-out dure toujours, sur ordre syndical, les ouvriers rentrent dans l'usine: "Puisque le lock-out se poursuit et que nous devons tout de même travailler, nous allons nous rendre à nos postes de travail". Mais le courant est coupé: "occupation dans le travail" dit l'Humanité. Curieuse occupation interrompue à midi pour déjeuner et le soir à l'heure habituelle de sortie. Lock-out levé le 31 mai mais avec 22 licenciements et mises à pied (suite aux incidents du 19), et plainte à la clé. Et horaire rallongé pour "rattraper le retard". Toutes les autres revendications sont repoussées (on est loin de l'annulation des licenciements)... Le travail a repris le 1° juin... sans condition. "Nous ajusterons nos formes d'action..." souligne l'Humanité du 1° juin. On se demande bien comment. Là aussi, c'est bien terminé.

-o-o-o-

# licenciements

Réunion des camarades d'entreprise de Paris

22 mai 1965- 25 camarades présents- Assurances Générales-Crédit Lyonnais  
Enseignement- Imprimerie-Jeumont-Schneider-P.T.T.- Renault Billancourt-  
Rhône Poulenc- Sud Aviation- métallurgie- employés .-

- I- INFORMATIONS d'ENTREPRISES : figurent sous la rubrique "Les travailleurs en France".
- II- CRITIQUE du BULLETIN : regroupée sous ce titre avec des lettres de camarades.
- III- EXPOSE et DISCUSSION de l'expérience d'un camarade: Le Comité Démocratique Ouvrière de l'Usine Rhône-Poulenc de Vitry ( voir texte spécial).
- IV- ORIENTATION et TRAVAIL PRATIQUE d'I.C.O.: la discussion sur les articles du bulletin et les positions exprimées par certains camarades déborde peu à peu sur un plan plus général. Il est alors envisagé de tenir une prochaine réunion consacrée entièrement au travail d'I.C.O. sur la base d'un texte qui a déjà été mis en circulation et qui sera adressé à tous les camarades. Cette réunion se tiendra le:

/ SAMEDI 19 JUIN à 15 heures - lieu habituel /

-o-o-o-o-o-

## une expérience ouvrière

Bien qu'elle soit très différente, on peut rapprocher l'expérience qui suit de celle qu'un camarade a exposé en détail dans le numéro 38 d'I.C.O. sous le titre "Une expérience syndicale". De tels récits (et la critique que nous pouvons en faire) ne peuvent qu'aider les camarades à comprendre la nature et les limites de l'action qu'ils peuvent mener sur leur lieu de travail.

LE COMITE DEMOCRATIE OUVRIERE - Produits chimiques- Usine Rhône-Poulenc- Vitry-(3400 travailleurs dont 635 employés dans les laboratoires).

Les camarades d'I.C.O. connaissent Voix Ouvrière, soit parce qu'ils ont eu l'occasion de lire le journal Voix Ouvrière, soit parce qu'un bulletin VO est diffusé régulièrement dans leur entreprise, soit parce qu'ils ont lu des affiches ou des tracts VO, soit enfin parce qu'ils ont lu des critiques ou discussions au sujet de VO dans les colonnes d'I.C.O. ( voir I.C.O. N° 36- février 65).

Rappelons brièvement que VO "fidèle à la tradition de Lénine et Trotsky" oeuvre pour "la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire". VO, appareil d'un groupe théorique de base "l'Union Communiste", tente méthodiquement de constituer des cellules d'entreprise, choisissant dans chaque secteur professionnel les entreprises "pilote" ou utilisant les conflits syndicats-travailleurs que les luttes peuvent amener.

La tactique est la même partout: à partir de liaisons parfois très ténues, quelquefois liens personnels ou affectifs..., constituées au besoin par des professionnels de l'agitation, des informations sont recueillies qui servent à confectionner le bulletin d'entreprise VO (une page éditée VO, une page d'échos de la boîte ou d'ailleurs) qui sera

diffusé systématiquement deux fois par mois par les "étudiants au service de la classe" (ouvrière s'entend).

Du point de vue syndical, le mot d'ordre est- si possible- l'entrée à la CGT; les critiques de VO étant presque uniquement une surenchère sur le PC et la CGT (qui ne sont ni un "bon" parti, ni un syndicat "révolutionnaire"), c'est naturellement des militants ou adhérents CGT que la diffusion des bulletins VO touchera plus particulièrement: cela s'adresse à eux.

C'est ainsi qu'à l'usine de Vitry, VO parvint à trouver quelques adhérents dans la section CGT et à en influencer d'autres. Sur la base des mots d'ordre de VO et de positions propres à l'entreprise, la section se divisa entre membres du parti et sympathisants, et VO et sympathisants. Il est aisé, à l'intérieur d'une section syndicale de mener un tel combat, surtout dans une entreprise importante. L'issue est inévitable: tôt ou tard, par un moyen ou un autre, c'est l'exclusion du syndicat avec l'utilisation de toutes les méthodes bureaucratiques déguisées de circonstance.

Face à ces méthodes, la réaction d'une partie des membres de la section fut de démissionner: ils n'avaient plus rien à faire dans une organisation agissant ainsi. Au contraire d'autres attendirent d'être exclus. C'est la position conseillée par VO dans ces circonstances. Il est important de souligner la divergence profonde entre la position de principe des travailleurs et la position tactique de l'organisation. Pour celle-ci, il faut être des victimes, c'est nécessaire pour la propagande.

Le problème qui se posait était alors de grouper des militants, certains adhérents à VO, et d'autres qui refusaient d'y adhérer. Le Comité Démocratique Ouvrière fut constitué avec comme organe le bulletin mensuel d'entreprise: "Démocratie Ouvrière". Parallèlement, les militants de VO continuaient de sortir le bulletin bi-mensuel VO-Rhône Poulenc. Il est intéressant de noter que la simple logique des événements conduit VO à constituer - d'une manière embryonnaire bien sûr- le même schéma d'organisation existant syndicat-parti, avec le même type de rapport: la cellule d'usine du parti (avec le bulletin VO) et l'organisation ouvrière plus large mais contrôlée par les militants du parti (avec le bulletin "Démocratie Ouvrière".)

Ces faits analysés uniquement du point de vue organisation et "tactique" doivent être replacés dans le cadre de l'entreprise. Le Comité Démocratique Ouvrière fut créé le 14/10/64 peu de temps après l'exclusion "officielle" de la section CGT des derniers opposants.

Fin 64, après des augmentations dérisoires, le mécontentement grandit à l'usine, plus parmi les mensuels que parmi les horaires: primes de fin d'année, augmentations, nominations étaient en cause. Un mouvement démarra, spontanément, sans qu'aucun mot d'ordre ait été donné. Pendant deux jours, les débrayages, bien suivis, se poursuivent uniquement dans les labos- 1 heure, 2 heures, ou 1/2 journée suivant les secteurs. Chacun des secteurs en grève tient des réunions où sont discutées les revendications; ils restent en contact étroit.

Le 23 décembre au soir, lors d'une réunion des représentants, syndiqués et non syndiqués de tous les secteurs touchés, il est décidé de faire grève 1h, on fin de journée le lundi suivant. Les syndiqués CGT ne sont pas d'accord. La majorité des présents refuse catégoriquement l'ingérence des syndicats. Un tract, sans en-tête syndical sera distribué le lundi matin pour appeler à la lutte les autres secteurs: il demande 50 frs. d'augmentation et la "revalorisation de la profession".

Démocratie Ouvrière prend position et avance ses mots d'ordre qui se rapprochent de ceux de VO:

- 200 frs d'augmentation par mois et pour tous.
- pas de salaires inférieurs à 1.000 frs
- suppression de la clause anti-grève de la prime de fin d'année.
- paiement des heures de grève.

Le bulletin N° 2 qui contient ces revendications les présente comme nécessaires pour généraliser l'action, pour que les ouvriers se joignent aux mensuels. En même temps il propose l'élection d'un "comité de grève qui coordonnera la lutte et décidera des actions à mener".

On peut s'interroger sur la démesure de ces propositions et de cette tactique alors que le tract lui-même dit que le mouvement touche seulement les employés des labos, pour des revendications catégorielles.

Le jour de la grève sabotage des syndicats. Jusqu'au jour de l'an plus rien, les gars hésitent et décident d'attendre une réunion des patrons de l'Industrie Chimique qui vont parler "classifications". La réunion patrons-syndicats n'aura lieu qu'en avril.

Tout de suite après les débrayages spontanés de fin 64, la CGT condamne début 65 "les soit-disant révolutionnaires" et les syndiqués CFDT qui s'étaient mouillés. CGT et CFDT s'entendent pour reprendre l'action avec leurs propres mots d'ordre, une fois la période de combativité passée. La question "classification" efface facilement la question salaires car il y a un grand malaise à ce sujet parmi les employés de labos. Et les syndicats préfèrent une action catégorielle à une action de tous les salariés de Rhône-Poulenc. Deux actions de 24 heures espacées de 15 jours et moins de 20% de participation. Puis plus rien.

Une réunion syndicale sur ces questions réunit 50 travailleurs sur 700, dont une quarantaine de syndiqués ; 30 sur les 50 se dirent "pour la signature"; et comme de juste, le lundi d'après, les délégués syndicaux des autres usines du trust se retrouvèrent tous d'accord pour signer cet accord sur la classification (tout en envoyant une lettre de "réserves"), dûment mandatés par les travailleurs de leurs usines respectives. (le récit plus détaillé d'une partie de cette lutte figure dans Voix Ouvrière- N° 33- du 23/3/65).

Pendant toute cette lutte, le bulletin D.C. tentait de dénoncer la bureaucratie syndicale, les luttes catégorielles. Voici le texte sur la fin du mouvement (N° 8 du 9 mai 65), paru sous le titre " Contre la signature et pour l'action" :

" Vendredi dernier une assemblée générale des mensuels s'est tenue pour prendre position sur les projets de classification.

" Les délégués nous ont fait un compte-rendu de la réunion avec la Direction générale. En fait, ce projet reprend en gros les conventions collectives, et comme la direction ne les a jamais appliquées, elle ne s'engage pas plus à garantir l'application du présent projet. Donc, il nous paraît aborrant que les syndicats envisagent la signature de cet accord, le problème ne devrait même pas se poser.

" Puisque les syndicats ne sont pas capables de faire respecter les conventions collectives, pourquoi seraient-ils plus capables de faire respecter un accord visant à garantir ce qui est déjà dans la convention collective? Pour garantir nos conditions d'existence, ils en appellent à la parole et à la signature des patrons, alors que seule la mobilisation des travailleurs en dernier lieu peut imposer la satisfaction des revendications aux patrons.

" Dans cet accord, il n'est même pas question des salaires, alors que le mécontentement des techniciens s'est manifesté au départ pour la question de salaire; alors que, encore au cours du mois de mars, les trois organisations

"syndicales, dans un tract, nous appelaient à la grève de 24 heures du 5 mars, affirmaient que leur objectif principal était les salaires. "Bien plus, comme un mensuel mandaté par ses camarades de travail (une dizaine) le précisait vendredi à la réunion, les syndicats dans un autre tract commun, déclaraient être conscients que la direction générale cherchait à "déplacer le problème de son cadre d'où axer la discussion sur le terrain qui coûtera le moins à Rhône-Poulenc: "les classifications" et de prendre cet engagement:

"Nous NE POUVONS DONC SUIVRE LA DIRECTION DANS CETTE VOIE"

"Alors, pourquoi nous parle-t-on aujourd'hui de la signature éventuelle d'un tel accord ! Remarquons en passant, que les organisations syndicales en tant que telles, n'ont pas pris position à la réunion de vendredi, quelques mensuels seulement ont exprimé leur accord ou leur désaccord pour la signer et le vote qui a eu lieu était très mitigé, puisque 30 mensuels étaient pour la signature et 20 contre.

"Pour nous, la question est claire, il faut que le problème des salaires soit abordé, et pour cela nous serions mieux placés si les revendications étaient communes aux ouvriers et aux mensuels, alors et alors seulement, plus nombreux dans la lutte le succès de nos revendications pourrait être assuré ! "

Le récit de cette lutte, en fin de compte catégorielle, et le texte que nous reproduisons, appellent des observations et nous laissons aux camarades le soin de les faire; par exemple, sur l'énorme disproportion entre les mots d'ordre "mobilisateurs" et cette lutte limitée sur des termes révélateurs comme "la mobilisation des travailleurs", et le fait de penser qu'on peut dire "il faut que ..." et parler de "succès" quand à peine 1/10 des travailleurs intéressés et le 1/100 de ceux de l'usine se sentent concernés. Les échanges de tracts sur des questions qui intéressent si peu les travailleurs ne paraissent-ils pas alors des polémiques fermées entre dirigeants (ou futurs dirigeants) par-dessus la tête des "troupes" qu'ils essaient de "mobiliser" (ou de démobiliser). Là, il y avait des militants "actifs", avec de "bons" mots d'ordre et cela n'a rien donné. Quel enseignement en tireront les malades de l'organisation?

D'autres points paraissent devoir être relevés:

- l'action des camarades regroupés autour de D.O. rencontre un écho aussi bien dans les labos que dans la fabrication (aide à la diffusion, discussion); ce soutien se retrouve dans le fait que le bulletin peut-être distribué à la porte de l'usine par des travailleurs de l'usine sans que -jusqu'à présent- les syndicats ou la direction s'y soient opposés.
- Mais le noyau actif- regroupe moins de dix camarades et reste très lié à VO (mots d'ordre, tirage...). Des anciens de la CGT, tout en reconnaissant "l'action de la bureaucratie" ne veulent pas quitter les syndicats.
- Lors des élections de délégués, des camarades de VO voulaient lancer le mot d'ordre d'abstention pour que des délégués "libres" puissent se présenter au second tour, s'il y avait moins de 50% de suffrages exprimés. D'autres camarades s'y opposèrent; le bulletin se contenta d'expliquer le mécanisme des élections dans ce cas, sans mot d'ordre. De fait, cela n'eut aucun écho, la majorité continuant à voter CGT. (on peut parler de ce "réflexe" des travailleurs devant le droit de vote et en faveur du syndicat dit "ouvrier").

Ce texte a été rédigé à la suite d'une rencontre entre des camarades de Démocratie Ouvrière et des camarades d'I.C.O. et de discussions à une réunion d'I.C.O. autour de cette expérience. Les camarades intéressés par ce sujet peuvent relire les textes suivants traitant des mêmes questions ou relatant des expériences similaires : " Une expérience d'organisation ouvrière: Le Conseil du Personnel des A.G. Vie " ( Socialisme ou Barbarie N° 20- décembre 56-février 57). Bulletin du Comité de Liaison des Métallurgistes de la Région Parisienne- N° 6- mai 58- p.10 (Renault)- Tribune ouvrière-Mors ( 1958 ) - Lavâlotto ( Cahiers d'Informations et Liaisons Ouvrières- Mai 1960).

Le militantisme d'entreprise vu par deux camarades de VO et d'I.C.O. (I.C.O.- février 65- N° 36).

-o-o-o-o-

# des critiques

(N° 39 - Mai 65 -)

- d'un camarade de Paris:

" Sans entrer dans le détail de tout ce qui est reproché au journal "A.I.T." (I.C.O. N° 39, note en p.23) je retiens l'accusation de "traditionnalisme" qui lui est faite pour ses articles passe-partout (sic) sur le racisme, la faim dans le monde, le néo-nazisme, etc...

" Certes, je sais qu'il est facile de "tartiner" sur de pareils sujets C'est un point et je l'admets. Ça ne veut toutefois pas dire qu'il faille tomber dans l'excès contraire et que, par un "anticonformisme" des plus curieux, on ait l'air de crier "haro" sur ce (ou ceux) qui parle de racisme, de néo-nazisme (pour ne prendre que ces deux sujets, j'abandonne la faim dans le monde au rédacteur de la note en question...)

" Moi, j'aime bien qu'on écrive de temps à autre sur le racisme, le néo-nazisme, j'aime bien que ce soient des gens différents des stals, des curés, socialos, etc,..qui en parlent: des gens du journal "A.I.T." par exemple. J'essaie, moi, de ne pas généraliser, de ne pas amalgamer, de ne pas prendre l'extrême de la position de l'autre pour lui faire dire le contraire de ce qu'il dit. Je suis naïf, je sais.

" Pour en revenir au racisme, au néo-nazisme, je suis désolé, mais ça existe encore et je crois qu'on peut encore revenir sur ces sujets, quitte à se faire traiter de "néo-résistant", qui sait? Parce que sous prétexte de l'anticonformisme signalé plus haut, certains copains de notre "I.C.O." me paraissent y aller un peu fort dans leurs jugements et vous exécutent en deux traits de plume, alors qu'on est beaucoup plus disert sur les ouvrages du très discuté Rassinier, par exemple. Mais cela est une autre affaire et comme je n'aime ni les procès ni le résistancialisme..."

- d'un camarade des Alpes Maritimes:

" J'ai reçu le dernier numéro d'I.C.O. Très bon ces articles sur le Vietnam et la question nationale. Cela peut provoquer des discussions mais ne peut faire crier au scandale.

" Par contre, bien que mesuré, le papier sur le livre de Rassinier n'est pas heureux. C'était un sujet à éviter car il est absolument impossible de contrôler l'importance exacte de l'hécatombe juive. Je crois qu'il faut laisser à Rassinier son travail d'historien. Pourquoi donc a-t-il entrepris cela? Je ne le demande. Il y a assez de nazis et même simplement de bons bourgeois allemands pour de telles recherches

"Je ne connais pas Rassinier personnellement, j'ai simplement été en correspondance avec lui, en 1933, lors de notre conférence d'unification de l'opposition de gauche. Il venait de créer la Fédération de l'Est, ayant entraîné une majorité des communistes de la région de Belfort. Peu après, il se lia avec le groupe Souvarine et puis, plus rien, jusqu'à la guerre. Je n'ai pas lu son livre sur les camps, je ne peux donc pas juger de l'homme. C'est le fait de s'attaquer à un tel sujet qui me fait tiquer. Lorsque je dis qu'il est impossible de calculer le nombre de juifs exterminés ou disparus je parle par expérience. D'abord au camp, Sachsenhausen-Oranienburg) qui remplaça Auschwitz pendant l'hiver 44-45. Il s'agissait des juifs hongrois que jusqu'alors Horthy n'avait pas livrés aux Allemands. Ils arrivèrent par convois, parfois presque tous morts, gelés dans les wagons. Une fois les cadavres furent entassés dans le blok 6 où ils restèrent deux jours avant d'être emmenés au crématoire ou dans des fosses. Tout cela se passait dans la hâte, la pagaye, les bombardements quotidiens de jour et de nuit. Pour ceux qui arrivaient, combien de morts en route, surtout au cours des marches jusqu'à une gare lointaine où se formait un convoi. Si je tiens compte de renseignements partiels, même impossibilité de compter les victimes....

" Ces exemples de régions différentes: Bessarabie, Bukovine, Pologne, Hongrie, France, et bien d'autres recoupements que j'ai pu faire m'ont induit à penser que si les chiffres de 5 à 6 millions étaient un peu forcés, ils n'étaient pas cependant réduisibles au chiffre de Rassinier. Bref, c'est "pourquoi ce livre " qui m'inquiète, beaucoup plus que les exagérations des exploiters de cadavres."

"Pour vous donner une importance au camp de Sachsenhausen, je vous rappelle que ce fut le premier créé par les nazis dès 1933. Ce fut aussi le plus meurtrier. Récemment encore je relevais ces chiffres 120.000 morts à Saxo, près de 60.000 à Buchenwald et 35.000 à Dachau. - Les premiers convois de français arrivèrent à Saxo en février 1943. Ils eurent des numéros de 53 à 55.000. Nos deux convois de mai 1943 eurent des numéros entre 64 et 66.000. Et en décembre 44 et janvier 45, nous vîmes les premiers 200.000. Or, le camp central et ses commandos ne s'étaient pas agrandis. Quelques dizaines de milliers de détenus avaient été envoyés sur Buchenwald et Dachau, mais le reste était passé au crématoire. Cela indépendamment des juifs qui eux, n'étaient pas numérotés. Cette immatriculation à l'arrivée était réservée aux détenus. Les juifs et disait-on les "terroristes", n'entraient pas dans le camp. Leurs colonnes filaient par le chemin de ronde vers le crématoire. Nous l'avons vu le temps que nous sommes restés au camp central (quelques semaines) avant d'être affectés au commando Heinckel. Etaient-ils enregistrés, comptés? Mystère. En tout cas, tous ceux morts, ou abattus (les traînants) le long des routes n'ont sûrement jamais été dénombrés et connus. Donc beaucoup de vieux et d'enfants d'abord, et tous les faibles. Nous savons ce que ces marches ont pu être meurtrières. Celle de deux semaines qui nous mena de Saxo au sud de Lübeck causa la perte de 25<sup>7</sup> d'entre nous. Chiffre obtenu en calculant d'après le nombre de morts visibles le long de la route et qui allait croissant de kilomètre en kilomètre. Il se réduisit les quatre derniers jours après l'accord passé entre le prince Bernadotte (la Croix-Rouge) et les S.S. Les traînants n'étaient plus abattus.

" Bref pour les juifs, le seul recensement possible des "disparus", des "manquants" n'a pu être fait que longtemps après la guerre dans les régions qu'ils habitaient auparavant. Mais presque tous avaient changé de nationalité. Il y a aussi des "disparus" qui pourraient être retrouvés en Israël et partout dans le monde. Quelques milliers sans doute. Quant aux chiffres d'origine allemande, zéro. Pour un passé au crématoire, deux ou trois morts autrement. Mais je ne sais où Rassinier a pris ses chiffres, je parle dans le vide. "

- d'un camarade de Paris:

"... il est regrettable que toutes les questions ne puissent être débattues. Si les camarades d'I.C.O. veulent faire et préfèrent la polémique aux idées c'est bien dommage. Nombreux sont ceux qui n'ont pas pu se séparer de l'esprit de parti, de l'esprit de caste. J'ai connu un camarade dont les réactions étaient exactement les mêmes; le bolchevisme a miné toute cette génération. Dans un compte-rendu de lecture on ne demande



"pas je pense si l'on est d'accord politiquement avec Neuville ou Dumont, on cherche ce qui peut être intéressant dans leurs écrits. Pour Rassinior c'est différent, il faut son curriculum vitae, les vaincus ont toujours tort, les vainqueurs sont des saints. Il est évident que si l'on veut rester la gauche de la gauche ou de la petite gauche nous ne pourrons pas aller loin et notre horizon sera de coller à un impérialisme, n'importe lequel, pourvu que nous collions à quelque chose. "

- au cours de la réunion de mai des camarades de Paris:

1/ dans le N° 39, p.8- lisons- des critiques sur "une expérience syndicale faites par lettre ont été mises comme ayant été faites au cours de la réunion d'avril alors qu'aucun débat n'a eu lieu sur ce texte.

2/ Articles sur la question nationale et le Viet-Nam:

un camarade trouve trop schématique le texte sur le nationalisme. Alors que c'est l'article d'un camarade, on a l'impression qu'il s'agit de "positions" d'I.C.O. de la résolution d'un comité central. De plus des termes, comme "impérialismes" devraient être précisés. En regard de telles affirmations paraissant peu liées à l'expérience on peut se demander par exemple: que ferait-on si l'on était à St Domingue. C'est aussi cette distance entre la théorie qui tranche et la "vie qui n'est pas si facile" que souligne un autre camarade. La discussion fait ressortir que ces trois articles sur une même question se sont trouvés réunis par un concours de circonstances et qu'une réunion devrait être consacrée à aborder à fond un tel sujet. Chaque camarade pourrait essayer de dégager les leçons de sa propre expérience dans des luttes révolutionnaires plus ou moins nationales, les positions divergentes affirmées se référant constamment à ces expériences.

3/ sur l'ensemble du N° 39: un camarade dit l'impression de malaise qu'il a ressenti de se voir en désaccord sur plusieurs articles, forme ou fond à la lecture de ce numéro; sur certaines questions, il y a des choses vraies et la conclusion qui hurte; il faudrait trouver le ton d'une critique qui ne cause pas d'équivoque et qui ne soit pas source de conflit. Sur le texte sur Rassinier ce camarade exprime son désaccord (ou bien il aurait fallu traiter cette question d'une manière moins rapide).

4/ sur la critique de la "presse traditionnelle " (N° 38) c'est une question intéressante mais ICO aussi est "traditionnel". C'est aussi une question qu'il faudrait aborder de manière approfondie pour éviter qu'elle ne revienne régulièrement et pour que chacun puisse expliquer nettement sa conception.

5/ un camarade fait remarquer que ces débats sont bien loin des préoccupations réelles des ouvriers, soulignant par là qu'I.C.O. devrait éviter de rétrécir les discussions à des polémiques fermées entre militants ou groupes, sans intérêt pour ceux qui n'en font pas partie.

-o-o-o-

# notes de lecture

"Un village de la Chine populaire" - Jan Myrdal- Ed. Gallinard -

Parmi les livres sur la Chine actuelle, celui-ci mérite une place à part. Avant tout par sa conception. C'est en effet un recueil des témoignages des habitants d'un village du Nord Chensi: Licon-Lin. Vieux, jeunes, hommes et femmes, chacun raconte comment il a vécu les événements de ces années de révolution. Bien sûr, ils ne peuvent donner qu'une vue fragmentaire de la révolution, au plus à l'échelle régionale, et uniquement dans la mesure de leur participation. Mais c'est justement ce qui fait la valeur du livre. C'est ce qui en fait un document concret, vivant, une véritable analyse en profondeur de la révolution chinoise dans les campagnes. Comme le signale l'auteur, les paysans interrogés sont plus ou moins influencés par la propagande officielle et leurs récits s'en ressentent plus nettement pour les jeunes. Mais cela aussi est d'un grand

"intérêt car on mesure mieux l'efficacité du conditionnement pratiqué par la bureaucratie d'Etat et du Parti.

Jan Myrdal a pu choisir le village qu'il voulait étudier. Et il l'a choisi dans cette région du Nord Chensi où les paysans s'organisèrent dès 1927 et se révoltèrent vers 1930 pour former leur propre république soviétique et leur propre armée rouge. C'est dans cette même province qu'à l'issue de la Longue Marche, Mao-Tsé-Toung et le Comité Central du Parti Communiste devaient s'installer en 1935 pour repartir ensuite à la conquête de la Chine entière.

L'histoire de ce village est donc un peu celle des débuts de la phase paysanne et militaire de la révolution chinoise. Rappelons que la phase prolétarienne s'était terminée tragiquement par l'insurrection de Shanghai que Tchang-Kaï-Chek put écraser avec la bénédiction de Staline. Cette phase prolétarienne est maintenant plus connue par les ouvrages de Malraux (Les Conquérants et la Condition Humaine) que par des bouquins non romancés. Pourtant de 1925 à 1927, avec l'insurrection de Canton, avec toutes les discussions que la politique de Staline d'appui à Tchang-Kaï-Chek avait suscitées, cette période fut vécue internationalement: elle devait marquer la fin de la vague révolutionnaire qui avait pris naissance en 1917.

Le choix de Jan Myrdal a une grande importance car les habitants de Lion-Lin ont eu le temps de digérer les changements de la politique du Parti Chinois. Les étapes vers une collectivisation totale ont pu s'y effectuer sans bouleversements graves.

Il eut été intéressant que l'auteur puisse, en parallèle mener la même enquête dans un village "conquis" ou "libéré" par l'Armée rouge dans les années 1950 par exemple, là où tout devait se faire plus vite.

Nous avons parlé d'analyse en profondeur de la révolution chinoise dans les campagnes. En effet, nous pouvons trouver dans les récits des paysans de Lion-Lin tous les éléments permettant de se rendre compte du rôle de l'armée rouge, du parti, et de l'Etat. Nous pouvons également juger de l'encadrement réalisé. Voici comment Jan Myrdal définit le mot "Kan-pou" :

" se traduit ordinairement par cadre - c'est à l'origine un révolutionnaire professionnel. Actuellement c'est un fonctionnaire ou un simple employé dans l'administration, l'industrie, le Parti ou une organisation de masse."

Manifestement, pour les paysans de Léon-Lin, un Kan-pou est un personnage, même quand c'est un des leurs qui accède à la fonction.

Ce qui ressort de la lecture de ce livre, c'est l'extrême différence entre les révolutions russe et chinoise en ce qui concerne les paysans. En Russie du communisme de guerre à la Nep, puis à la collectivisation forcé, puis à une succession de tournants, ce fut l'incohérence et les à-coups. En Chine, jusqu'au "grand bond en avant", une grande souplesse caractérise l'évolution vers la collectivisation. Mais la hâte de créer un grand impérialisme a précipité le rythme et provoqué une crise. Il est intéressant de voir comment les paysans de Léon-Lin ont traversé cette crise des "communes populaires". Leur prudence dans l'application du mot d'ordre venu d'en haut leur a évité les déboires que connurent les paysans de beaucoup d'autres régions.

En résumé, le livre de Jan Myrdal est très utile pour tous ceux qui veulent se faire une idée concrète de la révolution chinoise. Il constitue une excellente introduction à une étude plus générale et à une analyse politique de la Chine actuelle.

# L'impérialisme USA

## LES IMPÉRIALISMES DANS LE MONDE ACTUEL /

Toute société d'exploitation, où une classe en domine d'autres, a toujours porté en elle la violence et la guerre: les classes ou nations dominées ne trouvent d'autre défense ultime que dans l'insurrection, les classes dominantes établissent ou rétablissent leur domination le plus souvent dans un bain de sang, les conflits entre grandes nations ou empires se terminent toujours par des guerres, véritables holocaustes. L'histoire des 4 ou 5 derniers siècles n'est faite que des luttes entre capitalistes rivaux, qui se parent du nom de guerres, ou d'opérations à l'intérieur d'une zone d'influence (reconnue par les autres) ou pour élargir cette zone (avec l'accord des autres); il s'agit de la répression d'insurrections ouvrières ou paysannes ou bien d'expéditions de type "colonial" (pour établir ou maintenir la domination sur la population d'un territoire déterminé, pas toujours en Afrique ou en Asie).

La fin de la dernière guerre a abouti à un partage du monde entre deux impérialismes- américains et russes- chacun ayant sa zone d'influence, y faisant sa police (avec l'accord sinon la complicité de l'autre) pour maintenir sa domination (chars russes en Hongrie, marines à St Domingue) ou bien la laissant faire par des capitalistes plus ou moins dépendants (Angleterre en Grèce, France en Indochine, ou en Algérie). Toute l'histoire des vingt dernières années a été dominée par ce partage.

Mais il n'est pas de domination qui n'entraîne, par l'évolution même de la société de domination et du monde capitaliste lui-même, de réactions des classes exploitées (ou des nations dominées). Ainsi apparaissent toujours des conflits plus ou moins étendus, qui prennent des formes différentes suivant le contexte où ils se produisent: insurrections ouvrières ou paysannes, luttes menées par une classe dominante nationale (bourgeoisie ou bureaucratie) appuyée soit sur l'armée soit sur les paysans, soit sur les ouvriers - ou sur tous ces éléments à la fois-. (voir ICO N° 39- mai 65- la question nationale).

Ces révoltes intérieures à un camp impérialiste, tendent à modifier le rapport de forces antérieur et conduisent chaque impérialisme à utiliser (parfois par force) les événements pour tenter de rectifier le statu quo tout en le maintenant pour l'essentiel. Ce qu'il y aurait de nouveau, c'est ce mythe de la "révolution nationale". Autrefois, l'impérialisme envoyait une canonnière pour "défendre ses ressortissants"; aujourd'hui il envoie ses "marines". Mais d'autre part, des mouvements intérieurs sont créés beaucoup plus qu'autrefois. Dans une société d'exploitation, il y en a toujours la possibilité: grèves sur le plan intérieur, révoltes sur le plan national; au moment voulu chaque impérialisme peut utiliser ouvriers ou paysans pour des causes qui n'ont rien à voir avec leur situation sociale.

Le monde actuel est toujours partagé entre les deux impérialismes russe et américain, suivant les lignes de partage du monde définies à Yalta; le fait que les conflits les plus sérieux se situent toujours autour des limites les plus artificielles ainsi tracées prouve bien que 20 ans après ce sont toujours eux qui règlent la marche du monde (Berlin et Allemagne, Corée, Indochine); mais d'autres faits majeurs sont apparus qui tendent à détruire cet équilibre:

- des luttes nationales à l'intérieur d'un camp ont amené l'autre à intervenir plus ou moins directement, d'où ces "rectifications" au partage ainsi tracé: Yougoslavie, Cuba, Egypte; il y a ainsi une sorte de sondage perpétuel, mais qui ne dépasse pas certaines limites ( non intervention américaine, on Hongrie, recul russe à Cuba, non intervention à St Domingue).

- des nations tendent à échapper à ces dominations impérialistes, soit par le renouvellement de capitalismes anciens (France et Europe) soit par le développement d'un nouvel état bureaucratique vers un nouvel impérialisme (Chine). Là où la Russie n'a pas réussi à maintenir sa domination (pour la Chine) on peut considérer que les USA l'a réussi (coup d'arrêt de Suez contre la France et l'Angleterre, intervention américaine pour faire cesser la guerre d'Algérie). Mais si dans le passé, il y a eu une sorte de relève directe d'influence et d'intervention des capitalismes anglais et français par les USA, on ne peut en conclure que les choses se passeront toujours ainsi et que par exemple l'Europe ne s'unifiera pas autour d'un nouvel impérialisme. De même on ne peut situer les limites du développement national de la Chine.

Ce dernier pays met en cause précisément le partage de Yalta, là où cela la concerne directement (Corée, Indochine), sur la base de luttes nationales dans les pays coupés artificiellement, alors que d'autres conflits de frontières n'ont pas dégénérés en conflits mondiaux ( avec l'Inde par exemple). De plus, la Chine n'a aucun scrupule, n'étant pas liée par ces accords, à intervenir dans les zones d'influence des uns et des autres (Mongolie ou Etats Africains) pour tenter d'établir elle-même sa propre zone d'influence par la force.

Si l'Allemagne partagée en deux n'est plus "un point chaud" on peut penser qu'un nationalisme européen agirait dans sa propre zone d'une manière semblable à celle de la Chine en Asie, aussi bien à l'égard de la Russie que des USA, il est significatif que, bien que balbutiante, la nouvelle politique nationaliste française se définisse contre l'impérialisme dominant, celui des USA.

Le partage du monde actuel n'est pas un partage égal: la supériorité américaine est tellement importante que les USA peuvent se permettre d'intervenir ouvertement et brutalement alors que les russes ne peuvent que subir et rester spectateur. L'affaire de Cuba illustre bien l'impossibilité présente pour les russes d'exploiter les "points faibles" du camp américain. On ne peut sur ce terrain comparer la Hongrie et St Domingue. L'insurrection hongroise était dangereuse d'abord pour la Russie mais elle était aussi explosive pour toutes les sociétés d'exploitation (insurrection ouvrière avec création de conseils ouvriers). St Domingue c'est une expédition coloniale de style moderne; le succès d'une insurrection nationale aurait forcé les USA à anéantir son système de domination en Amérique latine ( tout comme la guerre d'Algérie a contraint le capitalisme français à modifier son système en Afrique). Pour la Russie, ce qui se passe à St Domingue n'a guère d'incidence.

#### LE VIET-NAM et St DOMINGUE: l'impérialisme américain.

Pour un impérialisme, l'essentiel est, là où il est possible de se maintenir ou bien d'étendre son influence, de le faire par tous les moyens; ce n'est pas affaire de volonté, une société de domination n'a pas d'autre voie et les moyens de son intervention sont dictés par les circonstances. Les modifications des formes de domination ne sont pas plus sa volonté, même quand elles s'accomplissent de manière pacifique.

L'impérialisme américain possède aujourd'hui tous les visages: traditionnel par la possession directe des terres et des mines exploitées comme aux plus beaux temps du colonialisme (Amérique centrale et latine) placement de capitaux dans les pays industrialisés et disposant d'une main d'oeuvre abondante et de gouvernements complaisants (Europe ou Japon), les pays les plus dominés étant ceux récemment vaincus par les

armes américaines (Allemagne et Japon dons et prêts à long terme, techniciens, etc... avec les pays ex-coloniaux "libérés" récemment, là où les moyens traditionnels de pénétration (capitaux ou possession) ne peuvent être utilisés et où les différents capitalismes ou impérialismes se livrent à une concurrence dans une zone où il n'y a pas de chasso gardée (essentiellement l'Afrique et le Moyen-Orient). Mais là aussi, soulignons l'aisance des interventions américaines: le réseau militaire que les USA ont installé dans le monde entier donne à ses forces la possibilité d'agir "vite et fort" quelque soit le lieu où des "intérêts sont à protéger".

Il n'y a pas de distinction possible entre une intervention qui serait purement économique, ou politique, ou militaire. L'impérialisme d'un état -américain, puisque nous parlons de celui-là- est un tout et chaque maillon est un élément du même système de domination. L'intervention au Viet-Nam peut paraître plus dictée par des considérations stratégiques, celle de St Domingue par la protection des privilèges exorbitants des sociétés fruitières.

Au Viet-Nam, l'impérialisme américain protège contre la Chine son emprise sur tout le Sud-Est et l'Est Asiatique: il a réussi en Corée à faire respecter le parallèle par la Chine, il tente de le faire en Indochine pour un autre parallèle. Mais la Chine, c'est un énorme marché et de base militaire protectrice, le Viet-Nam peut devenir base de pénétration économique en Chine. A St Domingue c'est l'emprise sur toute l'Amérique latine qui est en cause; après Cuba, une insurrection installant des bourgeois libéraux ou un nouveau Castro, peu importe, serait une nouvelle brèche et un dangereux exemple: mieux vaut donner une démonstration de la puissance américaine. Si le problème de base de St Domingue peut être rapproché de celui du Viet-Nam (dans les deux cas, il s'agit de problèmes agraires dans un pays sous-développé, avec une bourgeoisie locale inexistante ou très faible),- ( voir ICO N° 39- texte sur le Viet-Nam)- la forme que prend la lutte et l'intervention américaine est très différente en raison des circonstances locales : au Viet-Nam la lutte paysanne est canalisée par une bureaucratie et prise dans un conflit entre impérialismes américain et chinois. C'est un conflit entre états et les armes suivent ou précèdent la diplomatie; comme en Corée. Au contraire, à St Domingue, c'est plus l'opération de police habituelle; la manoeuvre américaine est claire : faire écraser les éléments populaires par la partie la plus compromise de l'armée, et ensuite à traiter avec la partie insurgée de l'armée pour le soutien des libéraux bourgeois; ceux-ci devront leur pouvoir au soutien américain et non à un appui populaire qui aurait pu les contraindre à des mesures préjudiciables aux intérêts des sociétés américaines. Les loups ne se mangent pas entre eux. La terreur et les balles pour les paysans et le prolétariat de St Domingue qui ont cru que "c'était arrivé". "L'honneur" et le "dialogue" pour les militaires et les bourgeois. C'est l'exemple de toujours. Des milliers ou dizaines de milliers de tués rien qu'à St Domingue l'exemple doit être frappant, l'enjeu est de taille; tous les moyens d'information'y contribuent.

L'apparente prospérité des USA ne doit pas dissimuler les difficultés intérieures: le problème noir, plus de 5 millions de chômeurs, 1/3 de la population touchée par la pauvreté, un énorme appareil de production qui tourne à la moitié de sa capacité, des capitaux qui cherchent à se placer partout dans le monde, mais qui voient se dresser de plus en plus de barrières, l'Europe se repliant sur elle-même et s'orientant vers l'Est et disputant l'Afrique, l'apparition d'un impérialisme chinois en Asie et en Afrique. Tout cela ne peut qu'expliquer le durcissement américain là où sa domination est la plus brutalement contestée.

Certains, parlant des américains, trouvent que "l'impérialisme se déchaîne" ( Pouvoir Ouvrier-N° 70-mai 65)- Mais depuis dix années environ, pour

ne pas remonter plus loin, les USA sont "intervenus" militairement en Corée, au Liban, au Congo, leurs armées sont toujours stationnées en permanence dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, y compris la France, dans certains pays d'Afrique et dans quelques pays d'Orient et d'Extrême Orient; ils ont couvert ou participé à d'autres "opérations" du même genre en Afrique ou en Amérique latine. St Domingue n'est qu'un acte de plus dans une longue suite d'actes semblables dans la chasse gardée des USA, les deux Amériques. L'apparition des marines à St Domingue a permis de savoir que les USA disposaient d'une "force d'intervention" spécialement entraînée à "l'occupation" d'un pays ami à la requête de ses dirigeants. Il n'y a rien là de bien nouveau au fond, les capitalistes ayant toujours eu dans le passé des unités spécialisées "régiments coloniaux" chargées de la mise au pas des colonies. Mais l'ampleur des moyens mis en oeuvre lors des dernières manoeuvres sur ce thème montre que cette force doit agir à l'échelle mondiale; ici même en France nous pouvons en être justiciables. Voici comment les dirigeants de l'opération définissaient leurs buts: " Nous avons appris qu'il existe de nombreuses opérations qui ne sont pas forcément des actions de guerre, comme le contrôle des émeutes civiles, la protection du corps de la paix et la solution de conflits entre dirigeants civils et militaires ". En d'autres termes, à côté des institutions économiques mises en place pour le compte de l'impérialisme américain ( sous des étiquettes diverses plus ou moins fallacieuses), une force de "police" pour le maintien de la "paix" américaine, est mise en place et appelée à intervenir là où les intérêts présents américains sont menacés. Sans nul doute, cela reflète les difficultés présentes des USA dans le maintien de son hégémonie mondiale telle qu'elle pouvait exister au lendemain de la guerre. Cela est valable pour n'importe quel pays aussi bien en Europe qu'ailleurs; cela devrait inciter à un peu de réflexion tous ceux qui cherchent à tout prix des issues révolutionnaires nationales dans notre monde actuel.

### CHACUN PREND POSITION /

Chaque crise dans un camp impérialiste provoque des prises de positions qui ne manquent pas d'intérêt. Sous le couvert de la lutte contre l'impérialisme ou de la solidarité révolutionnaire. A côté des pro-américains, champions de la lutte anti-communiste et du monde libre, les positions anti-américaines camouflant le soutien d'un autre impérialisme ou d'un capitalisme sont plus nuancées: il y a plus de verbalisme dans cette propagande que d'action réelle (elle est d'ailleurs souvent impossible: le gaullisme qui envoyait ses paras en Afrique peut condamner St Domingue, cela va dans l'orientation actuelle contre les USA; le PC peut faire campagne sur les thèmes réunis du Viet-Nam et de St Domingue, cela sert le gaullisme couvre en même temps les manoeuvres politiques intérieures et dissimule les incidences du conflit russe chinois sur la ligne politique; il suffit d'exploiter l'évènement de la manière la plus schématique possible.

Dans Voix Ouvrière (18 mai 1965- N° 37) on apprend que la "voie castriste" (dirigeants de la bourgeoisie radicale plus "le peuple") auraient empêché les USA d'intervenir. Parce qu'ils ont refusé l'appui du peuple, ces dirigeants ont permis l'intervention américaine "pour l'exemple" tout simplement. Mais la résistance de St Domingue et le massacre de "quelques milliers de révolutionnaires" "auront mis autant de confiance que de rage dans le coeur de millions d'autres d'un bout à l'autre du continent sud-américain". Eux aussi ils se battaient en fin de compte pour l'exemple et pour la révolution qui vient: considérations purement tactiques qui évitent d'approfondir. Pouvoir Ouvrier (N° 70- mai 65) règle ses comptes avec "certains courants de l'extrême gauche" pour qui "la dénonciation de l'impérialisme était une vieillerie" et qui voyaient un néo-capitalisme capable d'une politique mondiale rationnelle. Suit une analyse juste de la situation de St Domingue et de l'intervention américaine par crainte d'un dépassement des leaders par les masses

révoltées. Mais faisant la balance avec une bureaucratie de type castriste, il est écrit qu'il n'y a pas "dans un pays sous-développé où la bourgeoisie est socialement et politiquement impotente, de voie vers le progrès en collaboration avec l'impérialisme". Ce qui laisse entendre que la voie russe ou chinoise, ou celle d'une quelconque bureaucratie à la Ben Bella est une "voie pour le progrès". En quoi l'intervention américaine à St Domingue peut-elle être considérée comme une "humiliation nationale pour la Russie". La Russie est-elle considérée comme exempte d'impérialisme, comme une nation "pacifiste" puisque PO parle dans ce pays de "forces qui poussent à la détente internationale". Y aurait-il en fin de compte sous-jacent dans ces affirmations, mélangé à des choses justes un choix anti-américain, mais pour quelque chose de non précisé mais qui pourrait être l'autre camp?

En regard de ces positions pour lesquelles "les américains sont les agresseurs", il y a ceux qui par la bande soutiennent le pro-américanisme voyant partout la main des agents communistes et écrivant en toutes lettres "ce n'est pas la politique des Etats-Unis qui a provoqué la guerre au Viet-Nam" (et on en passe cela figure dans une revue syndicaliste révolutionnaire, se réclamant de l'internationalisme, La Révolution Proletarienne, Mai 1965, p.7, 103, c'est le second article de ce genre sur la même position et cela renouvelle la prise de position pro-américaine exprimée dans la même revue au moment de la guerre de Corée, et une propagande constante pour le "syndicalisme libre"). Là aussi le choix et les "on est contre ou pour", dispensent de toute analyse approfondie.

A différentes reprises, nous avons dit "nous refusons de choisir entre la peste et le choléra": nous sommes contre tout impérialisme, sous quelque forme qu'il se manifeste (capitalisme ou bureaucratie) contre tout nationalisme. Si nous parlons d'impérialisme américain ce n'est pas pour laisser entendre que "c'est mieux de l'autre côté", de même pour la Russie et pour la Chine. Les tentatives européennes ou chinoises de se libérer d'un joug impérialiste pour créer une nouvelle nation capitaliste ou bureaucratique (il ne peut en être autrement puisque ces états restent des sociétés d'exploitation) ne sont pas une libération quelconque pour les paysans ou les ouvriers de ces pays: ils sont embarqués dans la galère nationale et y luttent avec les moyens à leur portée; les transformations de la société qui les domine peuvent les entraîner dans des luttes où ils mettent peut être tous leurs espoirs mais que nous, avec l'expérience des guerres du stalinisme, des deux impérialismes, nous n'avons pas le droit de considérer comme révolutionnaires ou progressistes.

Ce texte n'a pratiquement pas été examiné par les camarades d'ICO. La discussion préalable par le groupe de camarades de Paris et éventuellement ceux de province pose des problèmes matériels que nous pensons pouvoir surmonter. Il serait nécessaire que les camarades aient le texte en main avant sa parution pour en faire une critique, tracer une position commune et les divergences. Ce n'est que par ce travail commun, que le regroupement d'I.C.O. pourrait prendre tout son sens.

Certains camarades ont reproché à ce texte de ne pas faire ressortir clairement l'énorme supériorité américaine. Pour des camarades des USA cela présente une grande importance; ils pensent qu'il faut absolument lutter contre l'impérialisme américain d'a-bord parce que le plus fort et le plus grand; ils le comparent exactement au nazisme. Certains iraient même jusqu'à envisager "un bout de chemin" avec d'autres impérialismes pour en finir avec le plus fort. Conception classique qui est celle des socialistes, des syndicalistes, des anarchistes dans leur majorité, déjà avant la guerre de 1914.

## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons.**

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

---

### **informations correspondance ouvrières**

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER